



Camouflage politique des enjeux du vol 253

Par [Tom Burghardt](#)

Mondialisation.ca, 30 janvier 2010

[Antifacist calling...](#) 30 janvier 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Parmi les questions pertinentes nécessitant une réponse il y a : Qui a pris la décision de ne pas « faire des liens entre les événements »? Y a-t-il des éléments d'extrême-droite et des rescapés de la précédente administration conspirant activement pour déstabiliser le gouvernement Obama? La tentative d'attentat était-elle une provocation planifiée vouée à inciter de nouveaux conflits au Moyen-Orient et à restreindre les droits démocratiques à la maison?

Comme avec les attaques du 11 septembre, ces questions ne sont pas abordées par les médias corporatifs. En effet, de tels éléments d'investigation sont entièrement écartés et constituent d'autres signes qu'un camouflage bat son plein au lieu d'une enquête musclée.

Près d'un mois après que des passagers aient déjoué une tentative d'attentat suicide à la bombe à bord du vol 253 de Northwest Airlines alors qu'il s'approchait de Détroit à Noël, une nouvelle information révèle que la Maison-Blanche et les agences de sécurité étatsuniennes détenaient des renseignements spécifiques sur le présumé terroriste, Umar Farouk Abdulmutallab, bien avant ce qui a été admis auparavant.

Les preuves suggèrent, ainsi que de nouveaux reportages, que le camouflage de l'affaire par l'administration a très peu à voir avec une incapacité de l'appareil de renseignement à « établir des liens » et pourrait avoir des implications politiques beaucoup plus sérieuses qu'un attentat bâclé pour l'administration Obama et ce qu'il reste d'une démocratie fonctionnelle aux États-Unis.

Ce que la Maison-Blanche et les responsables de la sécurité ont auparavant décrit comme étant seulement de « vagues » interceptions concernant « un Nigérian » se sont désormais transformées en une description claire du suspect et du complot.

Le 18 janvier le New York Times révélait que la National Security Agency (NSA) « avait appris par les communications interceptées des supporters d'Al-Qaïda au Yémen qu'un homme appelé « Umar Farouk », les deux premiers noms du suspect de l'avion de ligne, Umar Farouk Abdulmutallab, s'était porté volontaire pour une prochaine opération ».

Selon les journalistes du Times Eric Lipton, Eric Schmitt et Mark Mazzetti, « le réseau de renseignement étatsunien était clairement à l'écoute au Yémen et partageait ces informations ». Effectivement, des interceptions supplémentaires de la NSA en décembre « mentionnaient la date du 25 décembre et suggèrent qu'ils « cherchaient des moyens de faire sortir quelqu'un » ou « de déplacer des personnes à l'Ouest » a déclaré un haut

représentant de l'administration.

Il est clair que l'administration était « préoccupée par d'éventuelles attaques terroristes durant les vacances de Noël ». Ces préoccupations ont amené le président Obama à rencontrer le 22 décembre de hauts représentants de la CIA, du FBI et du département de la Sécurité intérieure, lesquels ont révélé une liste d'éventuels complots contre les États-Unis et indiqué comment leurs agences travaillaient à les empêcher », rapporte le Times.

« Lors d'une autre réunion de la Maison-Blanche ce jour là », révélait le Times, « le conseiller sur la Sécurité intérieure de M. Obama, John O. Brennan, a entamé une discussion sur le Yémen, où un flot de renseignements inquiétants avaient suggéré que des opérateurs d'Al-Qaïda se préparaient à poser un geste quelconque, possiblement une attaque contre une cible étatsunienne le jour de Noël ».

À la mi-janvier, Newsweek rapportait que le « rapport de la Maison-Blanche sur la tentative déjouée d'attentat à la bombe de Noël, ne fournissait que les détails les plus incomplets concernant ce qui aurait pu représenter la conclusion la plus délicate du point de vue politique : comment la Maison-Blanche même avait été avertie à maintes reprises des perspectives d'une attaque aux États-Unis », ont dévoilé Mark Hosenball et Michael Isikoff.

D'après le magazine d'actualités, « des analystes du renseignement avaient « souligné » l'existence d'une « menace stratégique » en évolution [et que] « certaines tactiques improvisées de dispositifs explosifs pouvant être utilisées par Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQAP) contre des intérêts étatsuniens ont été mises en évidence » dans d'autres ouvrages complets du renseignement » ».

Toutefois, la vraie bombe a explosé mercredi dernier pendant les audiences du Senate Homeland Security and Governmental Affairs Committee, lorsque le bushiste intégré et actuel directeur du National Counterterrorism Center (NCTC), Michael E. Leiter, a fait une surprenante confession.

CongressDaily rapportait le 22 janvier que des représentants du renseignement « ont reconnu que le gouvernement permet sciemment à des étrangers dont le nom figure sur les listes de surveillance des terroristes d'entrer au pays afin de suivre leurs mouvements et leurs activités.

M. Leiter a dit au Comité : « Je vous dirais que lorsque des personnes viennent au pays et sont sur la liste de surveillance, c'est que généralement, pour une raison ou une autre, nous avons décidé que nous les voulions ici au pays.

Le reporter de CongressDaily Chris Strohm, a cité un « représentant du renseignement » non nommé, ayant confirmé que la déclaration de M. Leiter reflétait la politique du gouvernement et affirmé au quotidien que « dans certaines situations il est à notre avantage de pouvoir suivre des individus qui pourraient figurer sur une liste de surveillance des terroristes, car on peut en apprendre sur leurs activités et leurs contacts. »

Une explication différente, concordant totalement avec l'inaction bien documentée, ou pire, avec le comportement des agences de sécurité étatsuniennes avant les attaques terroristes du 11 septembre 2001, et maintenant avec l'attentat à la bombe raté de Noël, fournit des preuves évidentes qu'un « choix » impitoyable facilitant le meurtre de citoyens étatsuniens est un prétexte cynique faisant partie d'un plus grand jeu : faire avancer les objectifs

géostratégiques impérialistes à l'étranger et les attaques contre les droits démocratiques à la maison.

À elle seule, la révélation de M. Leiter devrait réfuter les constantes affirmations du gouvernement voulant que le suspect accusé de terrorisme ait réussi à monter à bord du vol 253 de NW en raison d'une incapacité à « établir des liens ».

Cependant, pour autant que Antifascist Calling puisse le déterminer, aucun autre média d'information n'a fait de reportage ni de suivi sur la divulgation de CongressDaily, un indice éloquent qu'il est strictement interdit de toucher à sa nature explosive, ainsi qu'à la conclusion à laquelle une enquête pourrait mener.

En considérant le témoignage d'un représentant de haut rang de la sécurité nationale indiquant que l'on permet à des terroristes d'entrer au pays dans le but de récolter des renseignements, on ne peut qu'en conclure que la présumée « incapacité » d'arrêter Abdulmutallab n'était ni une omission accidentelle, ni le résultat d'une incompétence bureaucratique, mais plutôt celui d'un lourd calcul politique.

Les bushistes intégrés : déstabilisent-t-ils l'administration Obama?

Un sujet à peine exploré par les médias dominants tout au long de l'affaire du vol 253 est la troublante idée que l'attentat avorté de Noël ait pu être une manœuvre des éléments de droite au sein de l'appareil de sécurité visant à déstabiliser l'administration Obama, un moyen d'action facilité par le gouvernement Obama lui-même, comme nous le verrons plus loin.

Cela n'est pas aussi improbable qu'il n'y paraît à première vue. Si l'on considère la montée au pouvoir fulgurante de Michael Leiter, l'ascension de l'ancien pilote de la Marine et procureur fédéral de 40 ans suit de près son occupation antérieure à titre de spécialiste du camouflage pour le régime Bush-Cheney.

« En 2004, alors qu'il travaillait comme procureur fédéral », nous informe un article flatteur du New York Times, « M. Leiter, nommé par le président George W. Bush, s'est joint au personnel d'une commission afin d'examiner les échecs du renseignement qui ont mené à la guerre en Irak. Cela l'a mené à effectuer une série de boulots dans le monde du renseignement et, en 2008, M. Bush l'a nommé directeur du centre du contre-terrorisme ».

Il s'agit d'une nomination plutôt bizarre, si Leiter n'était qu'un ingénu sans expérience dans le monde glauque du renseignement et des opérations clandestines. Toutefois, l'ancien pilote de la Marine, qui a participé aux guerres d'agression étatsuniennes contre l'ex-Yougoslavie et l'Irak semblait avoir les qualifications requises pour travailler comme spécialiste du renseignement.

Alors qu'il fréquentait l'Harvard Law School, Leiter a servi comme « human rights fellow » au Tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie à La Haye, le tribunal irrégulier financé par les États-Unis, qui a poursuivi les ennemis officiels de ce pays dans les Balkans tout en camouflant les crimes de ses partenaires.

Parmi les « alliés » davantage douteux des États-Unis durant la campagne décennale de déstabilisation de la Yougoslavie socialiste, se trouvait la brigade islamiste d'Al-Qaïda,

responsable de massacres affreux en Bosnie et au Kosovo, approuvés et soutenus sur le plan logistique par l'OTAN, comme des analystes l'ont très bien documenté, dont Michel Chossudovsky de Mondialisation.ca.

À titre de conseiller juridique général adjoint et directeur délégué de la Commission on the Intelligence Capabilities of the United States (Commission sur les compétences du renseignement des États-Unis), la soi-disant commission de camouflage « Robb Silberman », Leiter a mis l'accent sur ce que l'on décrit euphémiquement dans les médias de « réformes » dans la « communauté du renseignement », incluant le maintien de la répressive National Security Branch du FBI.

Avant de joindre le NCTC, Leiter était chef d'état-major adjoint du Office of the Director of National Intelligence (Bureau du directeur du renseignement national, ODNI) sous l'ancien directeur de la NSA et Premier vice-président de la sinistre firme de sécurité Booz Allen Hamilton, John « Mike » McConnell.

De son perchoir à l'ODNI, Leiter a coordonné toutes les opérations internes et externes pour le Bureau, dont les relations avec la Maison-Blanche, le Homeland Security et la CIA.

Le CV de Leiter et son rôle dans la dissimulation des crimes de guerres de l'administration Bush, fondés sur des « renseignements » gonflés, inventés par les sous-fifres de Dick Cheney dans le département de la Défense et la CIA, auraient dû sonner l'alarme au sein de la nouvelle administration Obama.

Cependant, comme nous l'avons vu depuis l'inauguration d'Obama, plutôt que de faire le ménage dans la maison et de régler des comptes avec les crimes et les criminels du précédent régime, l'administration du « changement » a choisi de conserver des bureaucrates de haut rang et de niveau intermédiaire dans l'appareil de sécurité, employant des fonctionnaires qui partagent l'idéologie antidémocratique, le penchant pour le secret et la cruauté de l'administration Bush.

Alors que le Times prétend que son « CV impeccable » en a pris un coup avec le complot du vol 253, une entrevue avec National Public Radio (NPR) peu avant l'affaire Abdulmutallab offre un effrayant aperçu du programme de Leiter, particulièrement à la lumière de sa déclaration du 20 janvier devant le Senate Homeland Security Committee.

Possiblement doué de préscience, le chef du NCTC a dit à NPR : « Nous n'arrêterons pas toutes les attaques. Les États-Uniens doivent très bien comprendre qu'il est impossible d'arrêter chaque événement terroriste. Mais nous devons faire de notre mieux et nous ajuster, encore une fois, en nous basant sur les changements de tactiques de l'ennemi. »

Cela devient une question douloureusement simple pour « l'ennemi » d'obtenir l'avantage et de « changer ses tactiques » lorsque ceux qui sont chargés de protéger le public facilitent en réalité leur entrée au pays « pour une raison ou une autre »!

Selon le Times, la Maison-Blanche a gardé Leiter à la barre, ce qui « n'a pas surpris les représentants de Bush », car, tenez-vous bien, « Micheal n'était pas politique », si l'on en croit la légende soigneusement fabriquée du conseiller adjoint bushiste à la Sécurité nationale, Juan Zarate.

Si les années Bush-Cheney nous disent quoi que ce soit, c'est que les nominations par le régime précédent étaient impitoyablement politiques. Tel que le rapportait le Washington

Post peu après l'élection d'Obama, ces nominations ont été rendues permanentes à travers une multitude d'agences et de départements fédéraux, incluant l'appareil de sécurité, dans le cadre d'une manœuvre cynique vouée à récompenser les loyalistes de Bush.

« Le transfert de personnes nommées dans des postes fédéraux permanents » a divulgué le Post, « appelé « fouissement » par les fonctionnaires de carrière, crée de la sécurité pour ces employés et, initialement du moins, privera la nouvelle administration Obama de la chance d'installer ses personnes nommées favorites dans certains postes clés ».

Le Times révèle que « le président Obama, appelé à exprimer son appui, a déclaré que la Maison-Blanche a défendu publiquement Leiter et les assistants du président ». Il n'est peut-être pas si curieux que le directeur du NCTC, prétendument « non-politique », « ait été mentionné comme éventuel chef de la CIA et que sa performance pourrait aider à déterminer s'il conserve sa promotion accélérée ».

On ne peut que se demander combien d'autres fonctionnaires du contre-terrorisme ont « creusé » leur chemin vers des postes de l'actuelle administration et les ont conservés, des bombes politiques à retardement au sein du gouvernement de l'ombre permanent des États-Unis.

Débat au Sénat (« Senate Whitewash Fuel Attacks on Democratic Rights »)

Durant les audiences du Sénat mercredi, le directeur du renseignement national d'Obama, l'amiral Dennis C. Blair, poursuivant les agressions de l'ancienne administration Bush sur les droits démocratiques, a critiqué sévèrement la décision du département de la Justice de juger le suspect dans un tribunal de droit.

Cela correspond entièrement à la rhétorique des républicains d'extrême-droite et des soi-disant « démocrates centristes », tel que le sénateur néoconservateur par excellence, Joseph Lieberman.

Newsweek rapportait que de nouveaux détails « entourant l'interrogation à Noël du suspect de l'attentat à la bombe à bord du vol 253 soulèvent des questions sur l'exactitude du témoignage fourni mercredi par de hauts représentants du renseignement étatsunien et du Homeland Security.

La semaine dernière, la revue d'actualités révélait que « des représentants de l'administration Obama étaient sidérés mercredi lorsque le directeur du renseignement national, l'amiral Dennis Blair, a témoigné : il a affirmé qu'un opérateur d'Al-Qaïda ayant tenté de faire exploser un avion de ligne le jour de Noël aurait dû être questionné par une unité spéciale d'interrogation qui n'existe pas, plutôt que par le FBI.

Ce thème a été rapidement repris par les républicains du Sénat.

Les opinions très importantes exprimées par cet essaim de criminels de guerre et de flagorneurs d'entreprises ne consistaient pas à demander aux parties responsables de rendre des comptes, mais à réclamer davantage d'attaques sur les droits démocratiques des États-Unis.

Les républicains siégeant au comité ont semoncé vertement le département de la Justice

d'Obama pour sa décision de juger Abdulmutallab en cour civile. John McCain (R-AZ), le candidat raté des républicains aux élections présidentielles de 2008, a qualifié la décision de « terrible, terrible erreur », alors que l'exécrable Jeff Sessions (R-AL) a fait remarquer que le malheureux suspect aurait dû être livré à l'armée des États-Unis en tant que « combattant ennemi ».

Les républicains haut placés au sein du comité, Susan Collins (R-ME) et John Ensign (R-NV) sont allés jusqu'à insinuer qu'Abdulmutallab aurait dû être torturé. Mme Collins a demandé : « Comment pouvons nous découvrir des complots » si les suspects accusés ont le droit « d'avoir un avocat et d'arrêter de répondre aux questions? » M. Ensign, un fervent supporter des politiques structurées par l'administration Bush, particulièrement par l'ancien vice-président et criminel de guerre Dick Cheney, a fait valoir que le fait de « limiter » les interrogateurs de la CIA aux méthodes exposées dans le Manuel de campagne de l'armée permettrait aux terroristes de « s'entraîner » à l'avance pour les interrogatoires.

Mais la critique la plus dure envers l'administration est venue sous la forme d'une attaque furtive par le directeur du renseignement national, le propre directeur d'Obama, l'amiral Blair.

Le Wall Street Journal révélait le 21 janvier que « le chef du renseignement national a déclaré que l'homme accusé d'avoir tenté de faire exploser un avion à Noël aurait dû être questionné par une équipe d'interrogation spéciale au lieu d'être traité comme un suspect ordinaire ».

Au lieu d'assumer les pratiques du régime de Bush et de mettre fin à la torture des soi-disant présumés terroristes, l'administration Obama a aggravé le crime en créant un groupe secret d'interrogateurs appelé High-Value Interrogation Group ou HIG (Groupe d'interrogation de grande valeur).

L'amiral Blair a soutenu devant le Sénat que l'administration avait « bousillé » le traitement du suspect Abdulmutallab en, attendez, en ne le remettant pas un groupe qui, au moment où cet article est en cours d'écriture, n'existe que sur papier, un fait saillant dont Blair était certainement au courant!

Dans son témoignage cependant, le DNI a affirmé au Homeland Security Committee que le HIG « a été créé exactement dans ce but : décider si une certaine personne détenue devrait être poursuivie au fédéral ou par d'autres moyens ».

Blair a implicitement critiqué la décision du département de la Justice de maintenir des protections constitutionnelles garantissant à un suspect le droit à un procès dans une cour de justice et non pas un aller simple pour un goulag étatsunien. Blair a dit : « Dans ce cas, nous n'avons pas invoqué le HIG. Nous aurions dû le faire. Franchement, nous pensions davantage aux étrangers et, euh, vous savez, nous ne l'avons pas fait à ce moment là. »

Le DNI a prétendu de façon mensongère : « Je n'ai pas été consulté. La décision a été prise sur les lieux [et] cela semblait logique pour les personnes présentes, mais elle aurait dû être prise en utilisant le HIG, à un niveau plus élevé. »

Le reporter de Newsweek Michael Isikoff a révélé le 20 janvier que « des hauts représentants de l'administration » lui ont dit que Blair était « mal informé sur plusieurs plans » et que les affirmations du DNI étaient « des plus dommageables, car elles ont

immédiatement nourri la critique des républicains selon laquelle l'administration avait mal géré l'incident de Noël en traitant l'homme accusé d'être un opérateur d'Al-Qaïda comme un suspect au lieu d'un combattant ennemi ».

Isikoff rapportait le 22 janvier qu'on avait questionné Blair, Leiter et la secrétaire du Homeland Security Janet Napolitano à propos de la décision de juger Abdulmutallab et tous ont donné la même réponse lorsqu'ils ont été questionnés par la sénatrice de droite Susan Collins, la républicaine de haut rang du comité : « Avez-vous été consultés concernant la décision d'intenter des poursuites criminelles contre [le suspect Umar Farouk] Abdulmutallab en cour civile? »

Leiter et Napolitano ont tous deux répondu : « Non, je ne l'ai pas été. » Selon Newsweek, Blair a également dit qu'il n'avait « pas été consulté » et prétend que le gouvernement « aurait dû » faire appel au HIG qui n'est toujours pas en opération « afin de mener l'interrogatoire du suspect ».

Comme plusieurs aspects de cette étrange affaire, rapporte Newsweek, ces déclarations sont criblées de mensonges et de fausses interprétations.

Isikoff écrit : « [T]outes les agences de sécurité nationale pertinentes, incluant les assistants supérieurs de Blair et Napolitano, ont été parfaitement informés des plans de juger le suspect en cour fédérale des heures avant qu'on ne lui ait lu ses droits Miranda et qu'il ait cessé de coopérer. »

Newsweek révèle par ailleurs qu'un « événement clé » était une vidéoconférence sécurisée le jour de Noël « à laquelle participait Leiter » et Jane Lute, la numéro 2 du département du Homeland Security et que « ni Leiter, ni aucun autre participant, incluant les représentants du FBI et de la CIA, n'ont posé de questions à propos des plans du département de la Justice de juger le suspect en cour fédérale, ont affirmé les représentants ».

« Si vous participez à un appel conférence et que vous ne soulevez aucune objection, cela suggère que l'on vous a consulté » a déclaré un haut responsable de l'application de la loi. Un autre a ajouté que « personne à aucun moment » ne s'est objecté, soit durant la réunion ou lors de la période de quatre heures suivante, lorsque Abdulmutallab a été informé de ses droits Miranda lui permettant d'être représenté par un avocat », selon Newsweek.

Le sénateur d'extrême-droite Kit Bond (R-MO), vice-président du Senate Intelligence Committee et complice volontaire des délits qualifiés de « high crimes and misdemeanors » de l'ancien régime contre le peuple étatsunien a affirmé : « Le fait que cette administration a choisi d'éliminer nos plus hauts responsables du renseignement et de renoncer à récolter des renseignements potentiellement nécessaires à la survie est un signe dangereux. »

Il s'agit d'un « signe dangereux » certes, pour la démocratie étatsunienne malmenée.

Un camouflage permanent

Alors que les événements continuent de se dérouler et que de nouvelles informations mettent en pièce la version officielle, l'effrayant témoignage de Leiter selon lequel on permet aux présumés terroristes d'entrer aux États-Unis « parce que nous avons en général décidé que nous les voulons ici au pays pour une raison ou une autre » n'est-il qu'un banal faux pas ou quelque chose de bien plus sinistre qui trahit le véritable ordre des choses aux

États-Unis post-démocratiques?

Parmi les questions pertinentes nécessitant des réponses il y a : Qui a pris la décision de ne pas « faire des liens entre les événements »? Y a-t-il des éléments d'extrême-droite et des rescapés de la précédente administration conspirant activement pour déstabiliser le gouvernement Obama? La tentative d'attentat était-elle une provocation planifiée destinée à inciter de nouveau conflits au Moyen-Orient et à restreindre les droits démocratiques à la maison?

Comme avec les attaques du 11 septembre, ces questions ne sont pas abordées par les médias corporatifs. En effet, de tels éléments d'investigation sont entièrement écartés et constituent d'autres signes qu'un camouflage bat son plein au lieu d'une enquête musclée.

En vérité, alors que nous titubons dans la deuxième décennie du 21^e siècle, nous n'assistons pas à une « conspiration » per se, mais à un modus operandi, comme le faisait valoir le World Socialist Web Site, enraciné dans un système en faillite, lequel tire rapidement à sa fin.

Article original en anglais, [The Obama Administration's Cover-up of the Flight 253 Affair, « New Smoking Gun » Disclosures](#), publié le 22 janvier 2010.

Traduction : Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#).

La source originale de cet article est [Antifacist calling...](#)
Copyright © [Tom Burghardt](#), [Antifacist calling...](#), 2010

Articles Par : [Tom Burghardt](#)
<http://antifacist-calling.blogspot.com/>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca